XIIIme Année. — N° 337. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 20 Juillet 1912.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.—; Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 5.—; Six mois, Fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Le camarade Bertoni devant s'absenter pour une tournée de conférences du 27 juillet au 24 août, le prochain numéro paraîtra samedi 27 courant et le suivant samedi 17 août.

La classe ouvrière et le militarisme

L'un des *faits* les plus formidables qui domine toute la vie comtemporaine est le militarisme et la place qu'il occupe est si considérable que nous sommes amenés à nous demander s'il ne conviendrait pas de qualifier avec Spencer *société militaire* au lieu de *société bourgeoise* celle dont nous subissons la domination.

Le but suprême et avoué des dirigeants de tous les pays est de constituer l'armée la plus puissante possible et de se préparer à la guerre. Il y a quelques dix à vingt ans un mouvement d'opinion s'était manifesté un peu partout contre la « folie des armements », mais depuis lors nos bons bourgeois philanthropes se sont ravisés et raillent même quelque peu leur « sentimentalisme humanitaire » de naguère. C'est avec raison qu'une feuille nationaliste française, rappelant une enquête sur le patriotisme d'il y a une dizaine d'années, prétend qu'à présent les réponses seraient bien différentes. L'opposition populaire étant demeurée platonique et les classes nanties n'espérant désormais plus que dans la force armée pour le maintien de leurs privilèges, le militarisme continue à triompher brutalement.

Il est vrai que le dégoût du métier des armes augmente de plus en plus, en dépit de toute la presse patriotique et d'institutions telles que les cadets, les éclaireurs, etc.; mais il faut aussi reconnaître qu'en Italie par exemple, malgré le 40 % d'insoumis créés par chaque classe nouvelle appelée sous les drapeaux, la dernière expédition coloniale a été au début vraiment populaire. Déserteurs, insoumis et réfractaires n'étaient pas les moins enthousiastes d'exploits guerriers... qu'ils pouvaient admirer de loin, et les gouvernants qui logiquement auraient dû avoir contre eux au moins la foule de ceux qui se soustraient au service, n'ont rencontré en réalité qu'une très faible opposition.

Il n'y a aucun pays où nous puissions affirmer qu'une déclaration de guerre se heurterait à une résistance sérieuse des populations; des masses compactes s'en iraient certainement à la boucherie, tandis que d'autres lui fourniraient les moyens nécessaires pour rester en campagne, et les pires désastres seraient à prévoir à coup sûr pour le monde du travail.

Le danger est indéniable et nous nous trouvons dans une situation tragique.

✠

Guerre et militarisme ont déjà été longuement discutés dans maints congrès, mais les décisions prises furent équivoques ou ne purent être appliquées.

C'est ainsi que le Congrès international ouvrier socialiste de Paris, en 1889, réclamait déjà la suppression des armées permanentes, mais pour les remplacer par l'armement général du peuple, la nation armée : « A chacun son fusil et son équipement à domicile, comme en Suisse, pour la défense des libertés publiques et de la sécurité nationale. » Or, en Suisse, nous n'avons pas besoin d'insister sur le ridicule d'une pareille résolution, qui n'a trouvé du reste nulle part ailleurs un commencement d'exécution.

Le congrès suivant à Bruxelles, en 1891, votait un ordre du jour, affirmant « que toutes les tentatives ayant pour objet l'abolition du militarisme et l'avènement de la paix entre les peuples — quelques généreuses qu'en soient les intentions — ne sauraient être qu'utopiques et impuissantes, si elles n'atteignent pas les sources économiques du mal », ce qui est profondément vrai, mais le remède indiqué consistait principalement à « entrer dans le Parti socialiste international qui « est le véritable et unique parti de la paix ». Or, l'expérience a prouvé que plus les différents partis socialistes accroissaient leur force numérique, plus leur attitude vis-à-vis du militarisme *s'adoucissait*, au point de l'accepter, moyennant quelques réserves d'aucun effet pratique.

Venait enfin, une déclaration à la Ponce Pilate, par laquelle le dit Congrès « entend, dans tous les « cas, rejeter, devant l'histoire et l'humanité, sur « les classes dirigeantes, la responsabilité de tout « ce qui pourrait survenir. »

C'était proclamer d'avance sa propre impuissance et plaider pour la grande cause du socialisme, l'irresponsabilité !

✠

Au Congrès de Zurich, en 1893, les socialistes hollandais posaient à nouveau la question de l'attitude du prolétariat en cas de guerre, par une motion présentée par Domela Nieuwenhuis, qui invitait le parti ouvrier international à se tenir prêt à répondre immédiatement à la déclaration d'une guerre de la part des gouvernements par une grève générale, partout où les travailleurs peuvent exercer une influence sur la guerre, et dans les pays en cause, par la grève militaire.

Après une discussion où les politiciens de toutes nationalités et de toutes nuances montrèrent surtout n'avoir aucune confiance dans les masses et ne compter eux aussi, comme tous les partis bourgeois, que sur l'Etat, la résolution suivante était votée :

La position des ouvriers *en cas de guerre* est définie d'une façon précise par la résolution du Congrès de Bruxelles sur le militarisme. La démocratie socialiste internationale révolutionnaire, dans tous les pays, doit s'élever de toutes ses forces contre les appétits chauvins des classes dirigeantes, elle doit consolider toujours plus étroitement les liens de la *solidarité* entre les ouvriers de tous les pays; elle doit travailler, sans relâche, à vaincre le capitalisme qui divise l'humanité en deux grands camps ennemis et provoque les peuples les uns contre les autres. Avec la suppression de la domination des classes, la *guerre* disparaîtra également. La chute du *capitalisme* signifie la *paix* universelle. Les mandataires du parti ouvrier dans les assemblées délibérantes doivent repousser tous les crédits militaires; ils doivent sans cesse protester contre les *armées permanentes* et réclamer le *désarmement*. Tout le parti socialiste doit prêter son appui à toutes les *associations* qui ont pour but la *paix universelle*.

Le Congrès de Bruxelles, comme nous l'avons vu, n'avait nullement défini ce que devrait faire la classe ouvrière en cas de guerre, et celui de Zurich ne le spécifie pas davantage. Les deux résolutions ne sont que des échappatoires.

Dire que la chute du capitalisme signifie la paix universelle ne répond pas à la question essentielle : si une guerre, voulue précisément par les capitalistes pour retarder cette chute, venait à éclater, les ouvriers doivent-ils s'entre-tuer ou refuser de marcher à l'« ennemi » et s'insurger ?

La décision de repousser tous les crédits militaires n'a d'ailleurs pas été respectée. Cette année même en Suisse, les socialistes ont simplement proposé de réduire à quarante millions le budget militaire. Quant au désarmement, personne n'y songe plus, et Hervé lui-même, qui devait se spécialiser dans l'antimilitarisme, n'en veut rien savoir et se déclare enthousiaste de l'*armée nouvelle* de M. Jaurès, ressemblant étrangement à l'ancienne. Le Congrès de Paris ne réclamait-il pas *l'armement comme en Suisse* et que peut bien signifier ensuite la demande de désarmement ? Quant à l'appui à prêter aux hypocrites de toutes les associations ayant pour but la paix universelle, c'est encore une contradiction, puisque la résolution de Bruxelles a déjà taxé leurs intentions d'utopiques et impuissantes ! Quels bafouilleurs incohérents que les grands hommes de la démocratie socialiste !

La résolution, votée toujours sur la même question au Congrès de Londres en 1896, dit bien que « la classe laborieuse de tous les pays a le devoir de s'élever contre *l'oppression militaire* », mais voici comment :

Dans ce but, elle doit conquérir la *puissance politique* pour abolir le mode de production capitaliste et refuser, simultanément dans tous les pays, aux gouvernements, instruments de la classe capitaliste, *les moyens de maintenir* l'ordre des choses actuel.

Une *puissance politique* ne peut être qu'une *puissance militaire* et comme il ne s'agit pas de la détruire, mais de la maintenir, moyennant une transformation dont le besoin cessera fatalement de se faire sentir pour les nouveaux dirigeants le jour où ils auront triomphé, il s'ensuit que nul changement n'est à prévoir ainsi. Remarquons, en outre, qu'il n'est question de refuser « les moyens de maintenir l'ordre des choses actuel » que « simultanément dans tous les pays », en sorte que M. Millerand, aujourd'hui ministre de la guerre, pourrait voter encore cette résolution qu'elle ne l'engagerait à rien.

A Paris, en 1900, il était de nouveau décidé pour les députés socialistes de « voter *contre toute dépense militaire* et toute dépense pour la flotte et « les expéditions militaires coloniales », mais tout le monde connaît la sanction donnée à cette décision pendant ces douze dernières années. Il serait cruel d'insister !

En attendant, le mal s'est aggravé de plus en plus et le danger d'une conflagration paraît toujours plus grand, sans qu'une propagande sincère et logique ait été faite dans les masses pour le prévenir.

Qui dit Etat, dit militarisme et conséquemment guerre. L'action pour la paix veut non seulement l'abolition du mode de production capitaliste, mais aussi celle de l'Etat lui-même, forme politique ne pouvant correspondre qu'à la forme économique bourgeoise. Montrer dans l'Etat le salut de la classe ouvrière, c'est donc favoriser la domination actuelle, et c'est à la fameuse action politique de la démocratie socialiste pour la conquête des pouvoirs publics, que nous devons en grande partie la puissance toujours plus grande des Etats et conséquemment du militarisme. Le socialisme qui aurait dû se proposer de diminuer constamment la force et l'influence des institutions capitalistes les a au contraire accrues, et cela parce qu'il n'a témoigné d'aucune confiance dans l'homme, producteur libre, mais uniquement dans l'électeur, soldat esclave. La soi-disant législation sociale veut aussi une militarisation anti-sociale toujours plus étendue, et c'est ainsi que le remède a été cherché dans le mal même qu'il fallait extirper.

Est-il encore temps de réagir ? Nous devons en tout cas à notre conscience même de ne jamais cesser de le faire.

L. B.

Autour du Syndicalisme

Nous recevons de Paris la lettre suivante :

J'ai cru pendant longtemps que le syndicalisme serait le groupement capable de servir la cause de l'émancipation humaine. A ce moment j'ai préconisé l'entrée des anarchistes dans les conseils syndicaux. Je pensais que nous aurions de cette façon à notre disposition des moyens de propagande qui malheureusement nous font souvent défaut.

J'ai donc essayé moi-même avec d'autres camarades la tactique que je préconisais au comité intersyndical de ma localité. Nous avons été environ 2 ans à diriger nous-mêmes le mouvement. Nous l'avons fait avec tout le tact désirable. Trop de tact même car pour ne pas faire peur il faut rengaîner à peu près toutes ses idées et se contenter des lieux communs. Revendications corporatives etc... Nous avons abandonné le conseil ce qui ne nous empêche pas d'y faire de la propagande d'autre façon. C'est peut-être bien cette ligne de conduite la bonne.

Mais tout cela, je l'avoue m'a un peu refroidi pour le *Syndicalisme* facteur de libération, d'*expropriation.*

Dès qu'un syndicat se développe à engiober la presque totalité d'une corporation il ne devient pas réformiste, ce qui n'est qu'un mot, il devient bel et bien conservateur. Qu'il ait obtenu quelques améliorations et il veut les conserver envers et contre tous. Contre les patrons nul inconvénient, mais contre les ouvriers c'est autre chose. Si les salaires ont monté après une grève, on ne syndique plus parce qu'on est assez. Ces choses se sont passées dans le syndicat qui fut l'un des plus puissant de Paris, la maçonnerie. J'ai vu de mes propres yeux des jeunes gens venant se syndiquer être refusés impitoyablement sous le prétexte que le syndicat avait décidé de ne plus syndiquer. Ceci se passait vers 1906 et 1907. A ce moment il fallait pour travailler comme garçon maçon montrer sa carte. Pas de carte, pas de travail; et quand ils venaient pour se syndiquer on leur jetait la porte au nez. J'ai aussi vu fonctionner une « commission d'enquête » : Un pauvre diable était-il seulement soupçonné d'avoir travaillé un dimanche matin, il devait comparaître devant la dite commission (moi je l'appelais le tribunal révolutionnaire) et ce camarade était condamné à 5 ou 10 fr. d'amende ou plus suivant l'importance du délit.

J'appartiens à la corporation des ornemanistes. Or, il y a trois ans environ un de mes camarades ornemanistes chômeur, syndiqué et à jour de ses cotisations, désespérant de trouver du travail dans la corporation, s'embauche comme garçon maçon. Le malheureux, il avait compté sans les syndiqués qui l'ont pourchassé comme un vulgaire renard parce qu'il n'était pas garçon maçon.

Voulez-vous d'autres illustrations, elles abondent. Je vous ai parlé d'entente avec le patron, voici ce dont il s'agit : Vous connaissez sans doute tout au moins pour en avoir entendu parler, cet établissement de plaisir à l'usage des rastas et des bourgeois : Magic-City. Tout le travail d'ornementation a été fait par nos ornemanistes. Il avait eté convenu avec le syndicat que tout le travail se ferait par des syndiqués, défense était faite à la direction de Magic-City d'embaucher des non-syndiqués.

Comme ce travail se faisait immédiatement après notre grève victorieuse, il a fallu qu'ils en passent par là. Très bien jusqu'ici. Mais pour que ce soit tout à fait bien il aurait fallu syndiquer ceux qui venaient s'offrir, mais non, on ne syndiquait plus. Je me souviens qu'au même moment un pauvre diable d'Allemand de ma connaissance ayant été brutalisé par son patron vint me trouver. Révolté de ce procédé il voulait se syndiquer et travailler ailleurs. Je l'envoyai à une réunion de conseil. Ah ! le pauvre diable, c'est tout juste s'il ne se fit pas expulser, il dut partir sous les lazzis des bons syndiqués.

La porte monumentale de Magic-City qui fait face au pont de l'Alma ainsi que le restaurant avaient été donné en adjudication à un patron de ceux qui s'étaient montrés les plus intransigeants pendant la grève — ce patron n'occupait que des renards. Ces derniers n'étant pas suffisants pour faire le travail, il fallut aviser. On permit à ce patron de faire le travail mais à la condition qu'il fasse syndiquer ses renards. Pour cela le droit d'admission au syndicat qui était après la grève de 50 francs fut amené à 5 francs. Le patron fit syndiquer ses renards en leur offrant de payer l'admission, ce qui fut accepté. Maintenant le droit d'admission au syndicat est de 20 francs.

Autre exemple : Pour le salon du mobilier de 1911 au grand Palais des Champs-Elysées, Lapeyre, entrepreneur de travaux publics avait l'entreprise générale. N'étant pas du métier, n'y connaissant rien,il s'avisa que le travail n'allait pas vite. Il y eut chicane avec les ornemanistes et après entente avec le conseil syndical il fut décidé que le permanent de notre syndicat serait placé au Palais pour nous surveiller. S'en fit-il du mauvais sang, le bougre, rien ne marchait bien, on allait déshonorer la corporation, Lapeyre n'était pas content etc..., etc... Les choses se gâtèrent tellement qu'un soir à 3 heures Lapeyre décida de régler tout le monde. Vite tout le monde se rassemble, on décide de ne pas quitter le travail, on remonte sur les échafaudages, on se remet à travailler. Lapeyre, alors, réquisitionne les flics qui tentent de nous faire descendre. Peine perdue, on les siffle, on les conspue. Survient alors notre permanent (aux côtés de l'officier de paix), furieux, navré d'une pareille désobéissance :

— Descendez, nom de Dieu, nous crie-t-il, mais descendez donc ?

Nous avons cru qu'il allait tomber d'une attaque d'apoplexie.

Vous me direz : Mais il faut réagir. Ah ! oui ! Personnellement j'ai essayé quand j'étais plus jeune et plus solide. Toutes les fois que j'ai essayé de mettre le syndicalisme sur son véritable terrain, je me suis vu conspué de la belle façon et obligé de me taire avec des épithètes qui veulent être désobligeantes : « anarchistes », etc.., etc... Maintenant ma mauvaise santé m'empêche de mener la vie active que je menais autrefois et je n'ai plus la même confiance dans le syndicalisme comme moyen de libération. Luttons dans les syndicats le plus que nous pouvons comme nous faisons dans tout autre groupement, mais ne nous illusionnons pas. Répandons nos écrits le plus possible partout, faisons pénétrer le plus possible notre philosophie, notre idéal et si un mouvement révolutionnaire survient posons nettement l'expropriation comme but immédiat, peut-être alors serons-nous compris. Mais je crois sincèrement que nous aurions tort de nous trop limiter aux syndicats. Il faut y faire trop de conccessions et l'on en arrive à ne plus se reconnaitre soi-même. Je ne voudrais pas m'étendre davantage, mais il faut que je vous cite un mot de permanent à la dernière grève du bâtiment (1911). Comme les adhérents renaclaient pour faire grève il leur jeta : « Vous ne voulez pas faire grève, eh ! bien vous la ferez quand même ! » Celui qui prononça ces mémorables paroles est maintenant à la *Bataille Syndicaliste.*

N. d. R. — *Nous devons à la vérité d'ajouter que le cas d'une grève imposée par les permanents est plutôt rare. En Suisse, du moins, c'est le contraire qu'arrive le plus souvent. MM. les fonctionnaires n'aiment pas les conflits qui peuvent épuiser les fonds dont ils vivent et les laisser sans cotisants. Ils sont très conciliants sur tous les points, sauf sur le principe du syndicat obligatoire, destiné à affermir leur autorité et à nourrir leur parasitisme.*

CHOSES DE RUSSIE

La Famine

(Suite et fin)

La deuxième lettre reproduit un rapport administratif :

« Il m'est revenu qu'un instituteur de l'école du Zemstvo de X... avait reçu du prêtre Kedrof à Moscou 200 roubles, et de la rédaction de «Rousskiya Viédomosti » 150 roubles transmis par le prêtre Tsvetkof, et que sans avoir reçu aucune autorisation de qui que ce soit, selon son bon plaisir, sans même en faire part au maître de religion, il avait ouvert en novembre un réfectoire pour les élèves, et qu'il avait en outre l'intention d'ouvrir un restaurant pour vieillards affamés.

« Considérant que tout secours à la population souffrant de la faim est du ressort de l'administration locale du Zemstvo, et afin de ne pas rompre l'unité de son travail, j'ai prescrit immédiatement à la direction du Zemstvo de prendre sous sa direction le restaurant ouvert par l'instituteur X... dans le susdit village et de reprendre également les sommes souscrites. En cas de besoin, la direction du Zemstvo peut s'adresser à la police locale, qui sans doute, ne lui refusera pas son concours s'il est nécessaire. »

Autre extrait de la correspondance adressée au prêtre Tsvetkof :

« J'ai hâte de vous communiquer une nouvelle bien désagréable. L'administration de notre gouvernement a décidé de fermer toutes les salles à manger (distributions gratuites de pain et parfois de mets chauds) non officielles. Ces jours derniers on a expédié des circulaires locales ordonnant la fermeture de toutes les salles à maison non énumérées dans la circulaire du ministère de l'intérieur. La police est déjà venue chez moi pour renseignements. Très à propos le représentant de la Croix-Rouge, un médecin, m'a proposé la combinaison que voici : de reprendre fictivement au nom de la Croix-Rouge notre salle à manger. Il me promet de n'intervenir d'aucune façon dans les affaires. Si vous n'avez rien contre, veuillez répondre. immédiatement par télégramme 10 janvier 1910. Prêtre ''' .»

Lettre d'un petit fonctionnaire qui envoie 25 roubles recueillis parmi ses connaissances :

« .... Je ne peux envoyer mon argent à la Croix-Rouge... Je n'accuse personne, mais je ne puis agir autrement. Je veux que mon argent parvienne réellement et rapidement aux affamés. »

Le bonhomme se souvient sans doute du récent procès de princesses (Obolensky, sauf erreur) qui ont géré (ou plutôt digéré) quelques centaines de millions de roubles dans leurs fonctions de patronesses de la Croix-Rouge.

Lettre d'une jeune fille qui est allée chez les Kirguizes avec un « détachement de secours » non officiel (un de ceux que l'administration écarte systématiquement) :

Les Kirguizes nous ont accueillis sèchement et avec défiance, mais dès qu'ils ont appris que nous n'étions pas du monde officiel, ils se sont terriblement réjouis et se sont mis entièrement à notre disposition.... Beaucoup emportent du pain à la maison pour ceux qui n'ont pas d'habits pour sortir.... ils sont plus mal habillés que les Français en 1812. »

Le prince Lvof écrit dans un article (« Rousskiya Viédomosti » du 26 janvier 1912) :

« ... Je me souviens que dans mon enfance je fus terriblement frappé par la parole d'un vieillard centenaire, un paysan du gouvernement de Toula, qui, me racontant sa vie, me disait : « J'ai vécu trois règnes de tzars, et quelle a été ma vie ? j'ai habité sept izbas et la faim m'a fait enfler sept fois... » Ce vieillard me disait encore : « Tout ce que nous connaissons, c'est les incendies et les reconstructions, les semailles et la famine, les impôts et l'aumône. » Et moi je puis dire... « j'ai vécu vingt ans d'activité sociale, dont dix à nourrir les affamés, et chaque fois c'est par des efforts désespérés que j'obtiens le droit de les nourrir. » Le même personnage constate qu'en 1906 il était plus facile de secourir, parce que le gouvernement et l'administration terrorisés avaient peur d'augmenter les troubles.

D'où il ressort que le tsarisme a besoin des affamés pour pouvoir absorber les secours qui leur sont destinés, pour pouvoir facilement régner sur des êtres sans force, sans vitalité, pendant que d'autres passent leur temps dans une bienfaisance stérile et endormante. D'où il ressort aussi que seule la révolution a fait reculer le tsarisme et réveillé les énergies.

XXX.

Action et Education

Nous avons pu lire dans la *Bataille Syndicaliste*, d'il y a quelques jours, une discussion falotte sur la valeur propre de l'Action et de l'Education pour former des ouvriers révolutionnaires capables de se dresser victorieusement contre la bourgeoisie.

Madeleine Vernet prétendait qu'il n'y avait que l'instruction individuelle pour former des individus. Que si dans une usine 500 ouvriers sont exploités par un patron, c'est que le patron est plus fort que les 500 ouvriers ensemble, qu'il est plus clairvoyant, plus capable, plus éduqué, etc.

On peut s'étonner à bon droit qu'une camarade vienne vous tenir des propos aussi profondément bourgeois. On dirait vraiment que le patron pour tenir en esclavage ses salariés est tout seul, qu'il est unique, tandis que les producteurs ne sont que des brutes paillardes et moutonnières. Et les agents du poste voisin, qui seront là avec leurs armes à la moindres alerte; et l'armée qu'on mobilise dès qu'une grève s'affirme un peu d'attaque, quand les 500 salariés veulent montrer leur force; et les juges, et les propriétaires, et les marchands, et les fainéants de toutes espèces, et les mouchards, et les jaunes, etc., etc.; tous ces profitards de la production d'autrui ne sont-ils pas à renforcer constamment le patron qui semble seul tenir tête à ses salariés, aux yeux bien voilés de l'institutrice Vernet ?

Ah ! non certes, ce n'est pas rien que l'éducation qui rend fort, audacieux. La solidarité de classe, la confiance en soi et en ses copains, l'action collective jouent un rôle immense pour faire de vous des individus agressifs, exigeants, victorieux. Ces divisions en conscients et inconscients, en conscients qui ont tous les droits et en inconscients qui n'ont qu'à être tondus, dérivent d'une conception bourgeoise de la vie. C'est l'Etat avec ses écoles obligatoires qui nous a fourré un pareil idéalisme dans la tête; mais ce n'est pas une raison pour que nous l'admettions. Sans doute, un homme instruit peut, dans certaines circonstances, devenir fort et avoir une valeur sociale énorme. Mais c'est si rare, si momentané, au point de vue économique tout au moins, qu'on peut dire que la société est indéniablement gérée par des collectivités dont les individus sont les instruments, presque toujours.

Et comment ne compter que sur l'éducation avec les malheureux qui s'éreintent tout le jour à la fabrique, à la mine, qui arrivent le soir chez eux où ils peuvent à peine se préparer un maigre repas, qui se débattent à tous les instants, entre des difficultés matérielles atroces, obsédantes, épuisantes, comment pourrions-nous attendre que tous ces gens soient instruits pour tenter des efforts révolutionnaires ? Mais pour la plupart, c'est la Révolution qui leur ouvrira les yeux; pour d'au-

tres mêmes c'est la pratique du régime communiste qui les convaincra seulement de l'excellence de nos idées.

Au point de vue individualiste de Madeleine Vernet, Amédée Dunois a cherché à opposer une argumentation étroitement marxiste. L'éducation ne servirait absolument a rien, mais là, à rien du tout, et ce serait l'action de la masse seule qui serait la grande rénovatrice. Certes, si les mouvements ouvriers, grèves surtout, éclairent quantité de prolétaires bien inconscients de leurs droits, de leur force, de leur rôle, il ne faudrait pourtant pas avoir la manie de toutes les actions. Quand on est constamment parmi les « ouvriers ouvrant », on aperçoit, hélas, bien souvent des actions collectives qui ne sont nullement émancipatrices. Voilà des siècles que des corporations existent qui ont fréquemment agi, et pourtant la mentalité de maints syndiqués, même réputés révolutionnaires, est effrayante. Allons un peu voir chez les compagnons du bâtiment, à Paris même. L'année dernière ils ont voulu conquérir les neuf heures. Le mouvement ayant raté, on a décidé de faire la grève sur le tas, de prendre chacun une heure de repos au chantier même. Idée excellente! Mais pour cela des maçons s'en vont quatre fois par jour, pendant un quart d'heure chez le bistrot et forcent leurs collègues de métier à en faire autant. Il faut boire pour être un bon syndiqué qui veut la diminution des heures de travail. Sans ça on est un jaune bon à chasser à coups de chaussette à clous. Eh bien, nous avons à déclarer qu'une pareille action est du corporatisme, et du plus mauvais, et que cette action corporative est tout ce qu'il y a de moins éducatrice. Les exemples ne manquent malheureusement pas pour prouver que l'action est fréquemment insuffisante pour marcher vers le bien-être et la liberté. Prenez par exemple l'action collective des typographes, un peu dans tous les pays. Y a-t-il en général quelque chose de plus conservateur que leur vieux corporatisme, actif pourtant depuis des siècles ?

En outre, il ne faudrait pas croire la bourgeoisie plus bête qu'elle n'est. Elle a organisé l'éducation des masses systématiquement, depuis l'école enfantine jusqu'à l'Université. Ce n'est certes pas pour rien. Et c'est précisément pour combattre l'influence de l'éducation bourgeoise que nous sommes obligés de faire des journaux ouvriers, des réunions ouvrières, des brochures, des conférences, des manifestations, toute une besogne de redressement intellectuel qui est la raison d'être de la propagande révolutionnaire. Ne faisons pas fi de cette éducation. Ainsi restons en plein dans la vie. Ne jugeons pas par des systèmes d'idées par trop doctrinaires : éducationnisme à la Jules Ferry d'un côté, socialisme à la Karl Marx d'autre part. Mais voyons ce qui se passe, et reconnaissons la valeur immense et de l'éducation et de l'action pour développer tour à tour, par catégories spéciales ou en totalité, la classe ouvrière, la rendre forte, meilleure et plus libre.

Seul le travailleur est bien petit, bien faible, méprisé, écrasé, nul à peu près. Groupé avec ses collègues de métier il acquiert de la confiance en lui; l'action de chacun, multipliée, coordonnée par l'action d'autrui finit par être une force formidable qui rendra la classe productrice toute puissante, en face de la race, au fond impuissante, des improductifs, qui ne sont que des parasites dépendant à chaque minute de ceux qu'ils exploitent.

Mais si la force prolétarienne n'est pas dirigée vers un but net, si elle n'est pas vivifiée par un souffle d'idéalisme révolutionnaire, elle s'abîmera, comme c'est arrivé tant de fois, dans des fins politiques, patriotiques, mêmes religieuses, dans des accommodements trompeurs. Une grande idée, une conception réellement syndicaliste et anarchiste de la civilisation est donc à infuser constamment dans la tête de chacun.

Education et action, éducation individuelle à un point de vue révolutionnaire, action collective dans un but révolutionnaire sont donc les deux nécessités de l'heure présente. Soyons syndicalistes et anarchistes tout à la fois, voilà ce que nous dit l'expérience de la vie. J. W.

Pour Ettor et Giovannitti

C'est le 27 de ce mois que doivent être jugés dans l'Etat des Massachusetts aux Etats-Unis, les deux militants révolutionnaires Ettor et Giovannitti. Leur crime ? Ils sont accusés d'avoir contribué à organiser des manifestations des grévistes du textile de Lawrence, manifestations au cours d'une desquelles une gréviste, la jeune Lopizzo, a été tuée par le policier Duboist. Or cet assassin, connu de tous, est en liberté, tandis qu'Ettor et Giovannitti, qui étaient à plus d'un kilomètre de l'endroit du crime au moment où il se produisait, sont en prison depuis six mois. Bien plus, ils sont menacés de la chaise électrique, tout simplement.

La férocité de la bourgeoisie dépasse décidément tout ce qui est imaginable. Ce sont les chiens de garde du capital qui tuent, mais ce sont ceux qui se dressent devant ces chiens qui sont accusés de leurs méfaits et tenus pour responsables !

S'il n'y avait actuellement un affreux aveulissement dans la masse, un pareil fait soulèverait des protestations innombrables. Mais on a laissé exécuter Ferrer en Europe, alors que les autorités n'avaient apporté aucune preuve d'une culpabilité quelconque. La bourgeoisie américaine peut bien espérer terroriser le peuple par l'exécution de deux syndicalistes. Ça flanquera la frousse aux autres, pense-t-elle, et tout le monde se tiendra tranquille. La justice capitaliste des Etats-Unis n'est-elle pas arrivée à bout, en 1887, des anarchistes communistes, propagateurs de la grève générale, Spiess, Parson, Engel, Fischer et Lingg, alors qu'ils étaient innocents à tous les points de vue, ainsi que l'a reconnu quelques années plus tard le juge Altgeld ?

Le danger est gros de laisser supprimer les nôtres et de ne nous indigner qu'après. Il serait pourtant nécessaire de ne pas permettre qu'on renouvelle les tragédies de Montjuich et de Chicago. Rien de ce qui atteint le prolétariat d'au-delà les frontières ne saurait nous laisser indifférents. La sympathie comme la raison est internationale. On l'a bien vu au sujet de la révolution russe. Quelle vague de lassitude, de désespérance a envahi le peuple d'Europe depuis la défaite de la révolution russe. Ah ! nous ne le sentons que trop ce manque de confiance depuis l'échec d'un mouvement sur lequel nous avions tant compté. Et par contre, les dirigeants de partout se sont sentis vigoureux encore, et heureux, et agressifs, et cruels, depuis le triomphe sinistre du tsarisme. Malgré les distances, l'union dans l'action est une force immense. L'écrasement du prolétariat américain par la condamnation d'Ettor et Giovannitti, serait une atteinte nouvelle à nous-mêmes, et un regain de vitalité pour la réaction.

Désolidarisons-nous donc fermement, violemment d'avec les manœuvres que tente la bourgeoisie américaine, crions aux assassins capitalistes, proclamons l'innocence de nos camarades, exigeons leur libération.

Notes en marge

La folie militariste.

Un ami nous écrit :

« Il y a deux ans, sous prétexte de mieux organiser le service de la douane à la frontière italienne, on commença dans les environs de Bellinzone la construction d'une route magnifique aboutissant à une hauteur de 2100 mètres à travers une vallée sauvage et inhabitée.

« L'année dernière on construisit des casemates sur plusieurs hauteurs, au vif mécontentement des bergers voyant leurs pâturages à jamais perdus. Maintenant, toute une légion de stratèges et d'ingénieurs militaires arpentent la contrée afin de choisir l'emplacement de nouvelles fortifications qui coûteront naturellement, on ne sait encore combien de millions tandis que les instituteurs touchent dans ce pays des émoluments de 500 à 600 francs par an !

« Du côté de l'Italie même phénomène. Sur des rochers à peine accessibles, même à des chamois, vingt-quatre batteries de canons sont prêtes à vomir du plomb sur la Suisse.

« Toute la plaine qui s'étend de Bellinzone au lac Majeur est parcourue par des militaires venus des fortifications du Gothard. Depuis longtemps la troupe est en permanence à Bellinzone. Le rêve des cafetiers est enfin réalisé! »

Tout le monde n'a sans doute pas oublié les beaux discours que faisait, il y a quelques années, contre le militarisme M. Manzoni, au Conseil National. C'étaient des attaques aussi vigoureuses que courageuses, étant donné le milieu, contre le minotaure, que le député tessinois se proposait de terrasser.

Tel de ses arguments n'en était pas moins étrange, si étrange que les *Basler Nachrichten*, journal très bien pensant, en soulignait élogieusement l'importance. M. Manzoni, en effet, trouvait inutiles les fortifications au Gothard, car ainsi tout le Tessin était abandonné d'avance à l'envahisseur... Et voilà qu'il lui est donné pleine et entière satisfaction. Bellinzone aussi va être fortifiée...

Et personne ne songera plus à contester l'efficacité de l'opposition parlementaire....

Un aveu.

Voici la conclusion d'un article sur le syndicat obligatoire de M. Ch. Bouvier, paru dans le *Socialisme* et reproduit complaisamment dans la *Revue Syndicale suisse* :

Les patrons bourgeois finiront — et avec eux les gouvernements — par voir l'avantage qu'il y a, pour des négociations, à avoir devant soi une institution, une collectivité plutôt que des individus. Et quant à la classe ouvrière, ce ne sera que du moment où elle sera unie dans une seule Confédération du travail qu'elle aura, comme on dit, voix au chapitre et pourra faire reconnaître et admettre ses revendications.

C'est précisement ce que nous avons toujours dit. L'hostilité des patrons et des gouvernements contre les grandes fédérations centralisées n'est due qu'à un misonéisme à courte vue, mais ils finiront par reconnaître l'**avantage**, que cette forme d'organisation ouvrière représente pour eux. Il n'est pas facile de s'entendre avec une foule d'individus, tandis qu'avec une institution, une collectivité, représentée forcément par un nombre restreint de fonctionnaires le problème est de beaucoup simplifié. C'est entre « autorités » que les tractations ont lieu et toutes les « autorités » sont faites pour s'entendre. Quant aux ouvriers, ils n'auront voix au chapitre que par l'association, c'est entendu, mais celle-ci doit former « une puissance active qui ne soit jamais déléguée », selon le mot de Charles Fourier, au lieu de constituer, comme ç'a été le cas jusqu'à présent, une domination et un parasitisme nouveaux.

Félicitations intéressées.

Nous lisons dans le *Peuple Suisse :*

Les délégués des employés des postes, télégraphes et douanes ont décidé dans leur assemblée de dimanche la création d'un secrétariat permanent. Une assemblée de délégués aura lieu toutes les années.

Nos vives félicitations à nos postiers.

Nommer un permanent devient ainsi une action d'éclat... pour tous les travailleurs « honoraires » aspirants à la permanence dans l'oisiveté.

Les grèves.

Le temps et la place nous manquent pour nous occuper des dernières grèves, venant toujours affirmer que l'esprit de révolte n'est nullement mort au sein de la classe ouvrière.

La grève générale de Zurich est surtout un événement d'une très grande importance, qui a provoqué, à dix ans de distance, la même réaction brutale qu'à Genève. Malheureusement nous n'avons pas encore connaissance de réfractaires parmi les soldats appelés sous les armes à cette occasion.

Nous aurons aussi à parler des grèves à Genève, Olten et la Chaux-de-Fonds. L. B.

Nous avons ouvert une souscription pour aider à payer les frais importants du procès de notre ami Malatesta, qui sortira de prison le 30 courant. Nous avons déjà reçu : B. T. 10, Stengel 1.05, Blanc 5, L. B. 5, G. H. 10, Vieux Savoyard 10.

Trois solutions

Un auteur anglais Wells a imaginé il y a peu d'années une utopie terrible que la vie, en certains lieux, semble tristement vérifier. C'est que les bourgeois deviendraient toujours plus gros et gras, par le sport ils se fortifieraient et accapareraient de plus en plus, sur terre, toutes les belles choses, villas, jardins, paysages et tout. Les prolétaires au contraire, amoindris par les mauvaises conditions d'habitation, par l'insalubrité des ateliers, par une nourriture frelatée, par le machinisme, seraient relégués en des endroits toujours plus misérables et habiteraient pour finir sous terre, comme des taupes. C'est la civilisation capitaliste actuelle poussée dans ses derniers retranchements, et il n'y a qu'à aller à Nice ou même à Montreux pour avoir devant les yeux une image se rapprochant du tableau de Wells. Solution bourgeoise, défendue avec acharnement par tous les nantis de la fortune et du pouvoir, et par tous leurs plats valets.

Il y a des gens qui se croient de profonds stratèges et se font nommer secrétaires de fédérations ouvrières, qui vous prônent systématiquement comme un idéal à réaliser toute une combinaison de contrats collectifs qui établiraient un équilibre pendant longtemps, et le plus longtemps possible, entre les intérêts des employeurs et les intérêts des salariés. Le type de ces réformistes, corporatistes et politiciens innombrables, nous est donné, un peu sous forme de caricature par le fonctionnaire-chef de la Fédération suisse des syndicats

professionnels, le nommé Huggler, ignare, bafouilleur, orgueilleux au possible. Et ce serait une solution pour Huggler et tous ses semblables que d'arriver à une société où les groupements patronaux et les groupements ouvriers s'entendraient constamment, pour se partager — très inégalement, sans doute — la gestion de la vie économique. Cette solution peut parfaitement être envisagée, à tel point qu'aux Etats-Unis elle se manifeste pratiquement depuis nombre d'années. Ainsi le prolétariat s'accommoderait d'un certain parasitisme définitif qui irait des financiers, patrons, chefs d'exploitation jusqu'aux fonctionnaires ouvriers eux-mêmes. Cette jaunisse organisée à laquelle aboutit au fond le réformisme, ne répugne malheureusement pas à quantité de producteurs qui conservent l'espoir de passer du côté des patrons une fois ou l'autre — et ils sont nombreux — de ceux qui préfèrent être exploités toujours plutôt que de lutter — timorés de la pensée et de l'action.

Enfin une troisième solution à la question sociale est celle que nous préconisons : l'effort des producteurs pour combattre en tout et partout la puissance des improductifs, jusqu'à extinction complète de cette race de parasites, en vue de la gestion de la production par les producteurs eux-mêmes et rien que par les producteurs. Ce serait la civilisation basée sur le travail libéré qui remplacerait ainsi la civilisation actuelle basée sur l'argent, l'Etat et tout ce qui n'est pas travail. Si l'on veut y arriver il n'y a pas davantage à supporter plus longtemps les mauvaises conditions d'existence qu'à chercher un arrangement dans des contrats collectifs. C'est la lutte sans trêve ni merci contre tout ce qui n'est pas producteur et production, sans mollesse, sans accommodement. Car la mollesse nous fait repousser toujours plus bas dans l'échelle du bien-être, tandis que des accommodements pourraient très bien devenir un système social se maintenant.

En résumé, la société peut prendre la forme imaginée par Wells de bourgeois costauds ne travaillant pas et de malheureuses brutes réduites à l'état de bêtes de somme terrées; la société peut s'établir sur une base d'entente continuelle entre parasites et salariés. Et la réalité nous montre en maints endroits de telles solutions qui pourraient très bien se généraliser. Ou bien, le chaos actuel peut se transformer par le triomphe des seuls producteurs, refusant, d'un commun accord, de produire pour les improductifs et exigeant tous les droits, parce que seuls ils contribuent à entretenir, à créer, à développer la vie.

Le réformisme nous apparaît dès lors comme aussi déplorable que la résignation, puisqu'il ne saurait apporter une véritable solution socialiste : le travail aux travailleurs. Au contraire, combien important devient l'idéalisme révolutionnaire, entier, intransigeant, qui seul est capable de nous faire conserver la notion et le besoin de ce socialisme. Une action ouvrière qui n'est pas faite sans personne interposée, qui ne vise pas essentiellement à écarter jusqu'à anéantissement les non-producteurs, cette action-là peut aboutir à un moyen terme qui se maintiendra peut-être tel quel. L'action directe, dans un but révolutionnaire, de rupture entre ouvriers et patrons, de lutte acharnée et principielle pour la suppression des improductifs, l'action directe seule amène la certitude qu'il n'y aura pas conciliation définitive, elle seule achemine vers le socialisme.

Ici et Là

Infamie et politique.

Le parlement français vient de promulguer une loi qui envoie les jeunes gens condamnés pour antimilitarisme et syndicalisme dans des bataillons spéciaux pires que les fameux « Bat' d'Af » qui ont créé cet affreux Biribi où l'on meurt de tortures par la soif, par la fièvre, par les mauvais traitements, par la prison, par la crapaudine, par le revolver. Un député nationaliste, élu des bistrots, le nommé Berry, a trouvé nécessaire de purger l'armée de France, celle des petits pioupious bien sages et résignés, de toutes les natures fières et actives qui disent qu'un fusil est fait pour tuer et qu'il est horrible d'apprendre à tuer, fût-ce au nom de la patrie.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que des bourgeois cherchent à se débarrasser de nos camarades. Ils sont dans leur rôle. C'est ainsi que Berry et ses acolytes ont trouvé le truc :

provocation à la désertion ou à l'insoumission, Biribi;

injures à l'armée, provocation à la désobéissance, Biribi.

coups et blessures, rébellion, vagabondage, Biribi.

Un jeune ouvrier de dix-neuf ans qui aura crié : l'armée est l'école du crime, ainsi que l'écrivait Anatole France, le gréviste non incorporé qui aura chassé un jaune à coups de pied au derrière, le manifestant non majeur qui n'aura pas circulé assez vite sur l'injonction d'un agent, tous ceux-là vont aller désormais crever de tourments en Afrique — à moins qu'une désertion bien calculée ne les sauve d'une mort certaine.

A cette œuvre de réaction effrénée les députés socialistes français au nombre de 75 n'ont pas trouvé une seule objection à faire. Ils ne se sont même pas aperçu que la loi avait été votée. Hein, comment trouvez-vous le bouillon ? Ces députés qui sont là pour empêcher les mauvaises lois et en voter de bonnes, ne se sont pas doutés un seul instant de ce que faisaient leurs collègues de droite et du centre. Ce sont vraiment de grands travailleurs — à 15,000 francs l'an.

Bien plus. A la commission de l'armée où la loi a été proposée, élaborée, discutée appartiennent cinq députés socialistes unifiés et deux socialistes indépendants. Parmi les unifiés vous trouverez l'insupportable bavard Jaurès, le leader incontesté du parti socialiste français. Cette canaille-là, après coup a osé déclarer ceci :

« Mes amis et moi, nous acceptons le vote sans débat sur la proposition de la loi, nous réservant de montrer à l'occasion de propositions plus larges qui seront discutées à la rentrée, les dangers intolérables que la loi fait courir au droit commun et à la liberté. »

Allons jeunes gens, allez toujours à Biribi, on s'occupera plus tard des dangers qui vous auront abîmés, meurtris, tués.

Il ne manquait vraiment plus que cette odieuse jeanfoutrerie des politiciens socialistes pour réconcilier avec le parlement les antimilitaristes et les syndicalistes que nous sommes.

Significatif.

La première journée de grève générale à Zurich qui a amené la cessation de travail de presque toutes les corporations, métallurgistes, ouvriers sur bois et du bâtiment, jusqu'aux employés de la voirie, des tramways, du gaz, des automobiles et même des chemins de fer, cette journée du 12 juillet, malgré tout son calme et la réglementation du mouvement, a une signification énorme au point de vue ouvrier et ouvre une échappée sur l'avenir. On nous apprend en effet que toute la journée des patrons et des commerçants ont téléphoné à l'Union ouvrière pour demander la permission de faire ceci ou cela. La gestion des relations civiles se trouve en fait entre les mains des travailleurs.

De telles situations vont se présenter de plus en plus souvent. A la grève générale vaudoise de mars 1907, également les commerçants et patrons demandaient aux militants s'ils étaient d'accord sur ceci ou cela. Ces privilégiés qui n'ont pas assez de mépris pour les ouvriers, en temps ordinaire, au moment des grosses grèves mettent les pouces, se font polis, presque obséquieux, pour redevenir féroces naturellement, dès que tout danger est passé. Qu'importe, pour que des ouvriers puissent déjà pendant un instant dans leur existence se dirent les gérants de la vie, alors que nos aînés n'ont pas même entrevue une pareille situation, il faut vraiment que nous nous approchions quand même un peu du but : la gestion de la production par les producteurs eux-mêmes.

Car nous allons nous habituer à cette idée de vivre sans dieu ni maître, nous pourrons voir encore de nos camarades respirer à pleins poumons quelques heures de liberté, nous nous vivifierons à ce spectacle renouvelé, nous vivrons peut-être nous-mêmes encore ces mœurs rénovées, nous nous familiariserons avec la civilisation communiste.

Comment après cela manquer d'espoir, de volonté et d'audace ?

B. T.

Fête pédagogique de l'Ecole Ferrer

Une quarantaine de personnes ont assisté à la Fête pédagogique de l'Ecole Ferrer et ont suivi les démonstrations de la façon la plus sympathique et la plus attentive. Parmi les présents on remarquait un certain nombre d'instituteurs, entre-autres plusieurs de nationalité russe.

Malgré cette affluence de visiteurs dans la salle d'école, les enfants ont travaillé activement, en pleine liberté.

Pendant que les uns dessinaient et décrivaient une plante qu'on leur avait remise, les autres en fixaient les caractères et la déterminaient. D'autres observaient des graines qu'ils avaient semées, tandis que d'autres encore dessinaient au tableau les différentes formes de feuilles qu'ils avaient devant eux. Et cela, dans la plus grande tranquillité.

Dix minutes de récréation pendant lesquelles on peut examiner l'herbier confectionné par chaque élève, leurs croquis très réalistes, puis une deuxième leçon de sciences naturelles reprend. On distribue aux enfants groupés deux par deux, en général un garçon et une fille ensemble, toute une série d'objets à observer et à expérimenter : pendule, aimant, lentilles, cordes vibrantes, dents, etc. Deux grandes fillettes doivent déterminer le poids spécifique du fer, deux autres enfants font un pèse liquide, d'autres travaillent sur une question d'évaporation. Et tous, sans se déranger les uns les autres, mettent la main à la pâte, font preuve d'activité réelle et d'une véritable initiative. Chaque élève dessine et note ce qu'il voit et fait. Quelques questions amènent des réponses qui dénotent que très certainement l'esprit d'observation des élèves de l'Ecole Ferrer est fortement développé.

C'est peut-être ce qu'il y a de plus réussi dans l'essai. Ainsi les enfants sont habitués à voir, à ne pas passer à travers la nature et la vie sans rien apercevoir. Alors que le monde est fait de tant d'aveugles intellectuels — et par conséquent de résignés — une éducation rationnelle vous apprend à développer singulièrement votre jugement, c'est-à-dire à devenir des individus.

Ce que les camarades ont unanimement remarqué depuis la dernière fête pédagogique, il y a six, mois, c'est l'ordre volontaire, la discipline spontanée, la productivité libre auxquels les enfants sont arrivés. Alors que les autres fois c'était un peu le chaos, l'incohérence, le papillonnage, maintenant on s'aperçoit que les élèves ont su apprécier la liberté, qu'ils l'ont comprise et qu'ils en profitent pour travailler d'eux-mêmes, et gentiment, et d'une façon bien personnelle, et avec plaisir.

C'est là, nous semble-t-il un gros résultat, plein de réconfort pour le jour où les travailleurs aidés des instituteurs, institueraient un enseignement utile, intéressant et beau.

La salle d'étude de l'Ecole Ferrer fait d'ailleurs l'impression d'une sorte de laboratoire-atelier beaucoup plus que d'une classe, tellement on est habitué à séparer bêtement l'enseignement intellectuel de l'enseignement technique. Un vaste matériel scolaire est constamment à la disposition des élèves, quand le temps, la saison ou l'objet d'étude ne permettent pas d'aller sur place — en plein air, dans les champs, dans les bois, dans la rue, sur le marché, sur le chantier, à l'atelier — pour faire l'apprentissage de la vie.

Ce matériel exposé, dans l'après-midi, aux regards des visiteurs révèle une véritable richesse. Constamment complété par les élèves et les camarades ouvriers, il rend des services inappréciables. Ah ! combien l'enseignement devient vivant quand on essaie, prépare, expérimente, voit, à peu près tout ce qu'on étudie. Et combien il serait facile de faire de toutes les classes des musées aussi intéressants, des laboratoires aussi passionnants ! Mais voilà, quand à l'école officielle un enfant apporte un objet on le lui confisque au lieu d'en tirer profit. Heureux encore quand le gosse n'est pas puni pour avoir voulu collaborer une fois à l'œuvre de l'école ! A l'Ecole Ferrer, rien que pour l'enseignement du calcul on utilise couramment une vingtaine d'objets, jeux, instruments divers, depuis le mètre pliant jusqu'aux cubes décomposables, boucliers, jeux des circonférences, balances.

Une discussion fut entamée sur l'Education autoritaire et l'Education libertaire. Malheureusement les instituteurs présents se bornèrent à acquiescer à notre point de vue, sans apporter de contribution directe au sujet. Et pourtant dans les 999 millièmes des écoles on punit encore les élèves, on donne instamment des ordres, on réglemente tout. Diable si le sujet est d'importance.

Quoiqu'il en soit, chacun a suivi la 3e Fête pédagogique de l'Ecole Ferrer avec un plaisir très grand. Ce nous est un précieux gage d'avoir fait une bonne journée de propagande.

L. D.

SOUSCRIPTION POUR L'ÉCOLE FERRER

Somme précédente	Fr. 2318.45
Joseph Kulm, à Londres	5.—
Camarades Bohémiens, Nyon	17.50
Un libre-penseur, Lausanne	5.—
Aspesse, Paris	1.—
Tortelier, Paris	1.—
Jemetz, Paris	1.50
Quelques camarades menuisiers, Paris	2.—
Gatindi, Paris	1.50
Fayon, Paris	1.50
Vidal, Paris	0.50
X..., Paris	0.50
Total	Fr. 2356.45